

LE MAG HUMANITAIRE



CICR

GAMBIA

New ICRC office
in Banjul



CÔTE D'IVOIRE : les besoins humanitaires demeurent immenses

SOMMAIRE

Editorial

UNION AFRICAINE | Addis Abeba

Interview : Un pas en avant

AFRIQUE DE L'OUEST

Côte d'Ivoire : Les besoins humanitaires demeurent immenses - Point sur les activités au 15 avril 2011

Liberia : Twenty years in Liberia: ICRC's first field officer looks back

Niger : Vivre debout !

LE CICR DANS LE MONDE |

Aller plus loin

Déploiement rapide du CICR

CICR DAKAR

Échos de l'Espace Jeanie-Waddell
Fournier pour le droit et l'action humanitaire

Islam et droit international humanitaire, Dr. Bakary Sambe

Croix-Rouge Sénégalaise :
Nouvelles ambitions

La Croix-Rouge Sénégalaise réunit
les familles séparées à Touba

Guinée-Bissau : O gado, um recurso
que deve ser cuidado

Sous-délégation du CICR à Ziguinchor :
Faits et chiffres 2010

Gambia : ICRC opens a new office
in Banjul

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le CICR en Algérie, une longue histoire...

TABALA

...échos d'ailleurs

A l'heure où ces lignes sont écrites, l'actualité nous oblige de porter, en concomitance avec nos activités déployées au Sénégal, en Gambie en Guinée Bissau et au Cap Vert, un regard sur les crises libyennes et ivoiriennes ainsi que la catastrophe qui touche le Japon. Des situations où les enjeux politiques, sociaux, économiques, environnementaux sont à la hauteur des besoins humanitaires réels ou potentiels : immenses. Offrir une réponse qui fasse sens et apporter une valeur ajoutée sur ces différents théâtres d'opération de manière simultanée est un défi énorme pour les agences humanitaires en général ainsi que pour le Mouvement international de la Croix-Rouge. Le CICR, en partenariat avec les sociétés nationales de Croix-Rouge et Croissant-Rouge de ces trois pays, déploie des équipes d'urgence (de Genève, de Dakar ou d'autres délégations) amenées à travailler sur de théâtres opérationnels nouveaux (Libye, Japon) ou en renfort de la délégation du pays (Côte d'Ivoire). Une réponse rapide à ce type de crise exceptionnelle, tant dans son ampleur que sa soudaineté, est coordonnée depuis Genève par l'Unité de Déploiement Rapide dont la raison d'être et le modus operandi vous sont présentés dans un des articles de ce Mag Humanitaire.

La crédibilité et la confiance que les victimes des régions touchées par de telles situations de conflit ou de catastrophes naturelles accordent au CICR dépendent de sa rapidité d'intervention et de la pertinence de sa réponse. Une crédibilité à maintenir et développer aussi aux yeux des donateurs toujours plus soucieux de

s'assurer de l'adéquation des moyens financiers alloués à notre institution et ses actions déployées sur le terrain. Il existe à ce titre au CICR un groupe des pays et institutions donateurs dont la contribution annuelle au budget opérationnel s'élève au minimum à dix millions de francs suisses (un peu plus de huit millions d'euros) regroupés sous l'appellation du Donor Support Group (DSG). Afin de se familiariser avec les opérations du CICR sur le terrain, deux visites annuelles sont organisées au cours desquelles des représentants gouvernementaux de ces pays y participent.

« La crédibilité et la confiance que les victimes des régions touchées par de telles situations de conflit ou de catastrophes naturelles accordent au CICR dépendent de sa rapidité d'intervention et de la pertinence de sa réponse. »

Au programme cette année le Pakistan/ Afghanistan ainsi que le Sénégal (Casamance) et la Guinée Bissau. L'occasion pour notre délégation régionale de présenter les activités que nous développons, dont différentes facettes sont abordées dans ce magazine.

L'opportunité d'offrir une vitrine contextuelle de notre institution au même titre que les visites des années précédentes en Colombie, en République Centre Africaine, au Tchad, au Sri Lanka ou encore au Soudan. Des donateurs du CICR dont les yeux sont aujourd'hui plus particulièrement rivés sur la Libye, le Japon et la Côte d'Ivoire et qui obligent chacune des délégations de notre institution de continuer son plaidoyer en faveur des populations vulnérables pour que l'actualité immédiate n'occulte pas complètement les réalités d'autres régions du monde. En espérant que ce magazine puisse contribuer à cet effort, je vous en souhaite bonne lecture. ■

Christophe MARTIN,
Chef de la Délégation régionale

www.cicr.org

Photo couverture : Abidjan, quartier d'Abobo. La Croix-Rouge de Côte d'Ivoire et le CICR distribuent des biens de première nécessité.

CICR/STOECKLI, Alain

Délégation régionale de Dakar

Rue 7 x B Point E
BP 5681 Dakar-Fann
Tél. : (221) 33 869 13 69
Fax : (221) 33 824 14 16
Email : dak_dakar@icrc.org

Sous-délégation de Ziguinchor

Parcelles Assainies 1372
Goumel - BP 1044
Tél. : (221) 33 991 61 06
Email : zig_ziguinchor@icrc.org

Mission de Bissau

Bairro Thada, Rua 5 de Julho
Casa n 32 - BP 1028
Tél. : (245) 320 36 59
Email : bis_bissau@icrc.org

Mission de Banjul

B2 Calabash Residence, Palma
Rima road, Kotu - Serekunda
Tél. : (220) 77 752 90
Email : jmetzker@icrc.org

Interview : Un pas en avant

Au fil des années, la délégation du CICR auprès de l'Union africaine gagne de plus en plus en reconnaissance en partie grâce à ses efforts consacrés à promouvoir le DIH sur le continent africain. A cette délégation qui jouit depuis déjà une vingtaine d'années d'un statut d'observateur à l'Union, est venu s'ajouter en 2010, un projet unique de mise à disposition d'une déléguée juriste au sein de l'Union africaine, menant ainsi la coopération entre les deux institutions vers une étape supérieure.

Laurence de Graeve, conseillère juridique au CICR, s'est peu à peu forgée une place au sein du Département Paix et Sécurité de la Commission de l'Union africaine après avoir progressivement tissé des liens professionnels avec ses membres.



Pourquoi le CICR et l'UA ont-ils décidé de tenter cette expérience de mettre à disposition un délégué CICR à l'UA?

Un changement important s'opère sur le continent : alors que la responsabilité de la prévention et de la résolution des conflits et du maintien de la paix a longtemps été dominée par la communauté internationale, elle glisse aujourd'hui progressivement à l'Afrique elle-même. En effet, alors que les interventions de troupes étrangères dans les affaires africaines créent un sentiment de néo-colonialisme dans l'esprit de nombreux Africains, les puissances occidentales traditionnelles sont, depuis la fin de la guerre froide, de plus en plus réticentes à envoyer leurs troupes dans les situations conflictuelles difficiles qui peuvent prévaloir sur le continent. C'est dans ce contexte que les pays africains et la communauté internationale ont décidé de travailler ensemble au renforcement des capacités des organisations régionales africaines à prévenir et traiter les crises. Une des nouveautés essentielles à cet égard est la création d'une Force africaine en Attente (FAA), qui regroupe des capacités régionales déployables à court terme sur le continent pour prévenir ou atténuer les crises ou conflits éventuels. A cet égard, le CICR veille à ce que ces nouvelles forces multinationales africaines soient sensibilisées au respect du DIH, et à ce qu'elles comprennent et facilitent le travail du CICR sur le terrain. Cherchant des moyens de renforcer sa

coopération avec l'Union africaine, et son Département Paix et Sécurité en particulier, et après analyse des besoins de ces derniers, le CICR a proposé à l'UA de lui offrir son expertise en matière de droit international humanitaire (DIH), via la mise à disposition d'un de ses conseillers juridique au sein du Département Paix et Sécurité.

Pourriez-vous nous expliquer votre rôle à l'UA, à travers quelques exemples concrets de votre travail ?

Mon travail au sein de l'UA consiste à fournir un avis et support juridique aux différentes divisions du département Paix et Sécurité sur des sujets et questions liées au DIH. Je profite ainsi de ma position interne pour mieux promouvoir et faciliter l'intégration du DIH dans les dossiers et les activités du Département.

Au cours des derniers mois, j'ai par exemple beaucoup travaillé avec la Division chargée au sein de l'UA de mettre sur pied la Force africaine en attente (FAA), en participant notamment aux formations et exercices qu'elle organise.

C'était le cas récemment en octobre dernier avec l'exercice Amani Africa, au cours duquel des briefings ont été donnés aux participants et des incidents liés pour certains directement au respect du DIH, tel que le traitement et la gestion des détenus, ont été injectés et joués.

En 2011, je continuerai à travailler avec

cette Division à l'intégration du DIH dans la doctrine et la formation de la FAA, en étroite collaboration également avec le réseau des délégués du CICR travaillant avec les composantes régionales de cette Force sur le continent.

Quels sont les défis liés à votre fonction à l'UA?

Ils sont bien sûr nombreux, le premier ayant été de se faire accepter et de gagner la confiance de mes collègues. Avec le temps, et une fois que la collaboration pratique et les échanges mutuels ont démarré, j'ai pu trouver ma place.

Un autre défi était d'identifier le rôle exact à jouer et les domaines dans lesquels mon expertise juridique technique pouvait se révéler la plus utile pour le Département, tout en veillant à préserver les principes d'indépendance et de neutralité propres au CICR. En effet, l'Union africaine étant une organisation de nature politique, il était essentiel de bien circonscrire à l'avance les limites en termes de support et de conseil juridique que je pouvais lui apporter.

Au fil des mois, le projet de mise à disposition de Laurence a pris forme et l'Union africaine s'est montrée satisfaite du soutien apporté et a remercié le CICR pour l'expertise offerte. De commun accord, les deux parties ont donc convenu de poursuivre cette nouvelle forme de coopération en 2011. ■

Les besoins humanitaires demeurent immenses

Point sur les activités au 15 avril 2011

La situation sécuritaire en Côte d'Ivoire reste précaire et les besoins humanitaires sont énormes. Le CICR reprend l'aide d'urgence à Abidjan et intensifie l'assistance aux populations – notamment les déplacés – dans l'ouest du pays, conjointement avec la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire.

Situation toujours sérieuse à Abidjan et dans plusieurs localités de l'ouest

« La situation s'améliore quelque peu. La population commence à pouvoir s'approvisionner, mais pas encore dans toutes les communes de la ville. De nombreux malades et blessés ne peuvent toujours pas accéder à l'hôpital faute de sécurité et de moyens de transport. Les structures médicales qui fonctionnent sont dé-

« Un grand nombre de maisons, de marchés ainsi que des hôpitaux ont été pillés ou même détruits. De profondes tensions demeurent, avec un risque que la violence refasse surface »

bordées et manquent de matériel et de personnel. Et dans plusieurs quartiers, des cadavres jonchent encore les rues », explique Dominique Liengme, cheffe de la délégation du CICR à Abidjan.

Dans l'ouest, les affrontements et violences intercommunau-

taires ont fait de nombreux blessés et morts et causé le déplacement de milliers de personnes. La situation humanitaire est grave notamment à Guiglo, Duékoué, Daloa ainsi que sur l'axe Bin Houyé – Toulepleu – Bloléquin, proche de la frontière avec le Libéria. « Un grand nombre de maisons, de marchés ainsi que des hôpitaux ont été pillés ou même détruits. De profondes tensions demeurent, avec un risque que la violence refasse surface » dit Mme Liengme.

Assistance d'urgence à Abidjan

Le CICR continue de fournir une assistance d'urgence à des milliers de personnes déplacées à Abidjan, sous la forme d'aliments comprimés permettant aux enfants et adultes souffrant de carence nutritionnelle de récupérer des forces. Par ailleurs, le CICR poursuit son soutien en matériel médical à certains centres hospitaliers de la capitale, notamment les centres hospitaliers universitaires à Cocody et Treichville, deux hôpitaux de référence à Abidjan, ainsi qu'à la polyclinique internationale St^e Anne-Marie. « Les secouristes de la Croix-Rouge ivoirienne font un travail remarquable malgré des circonstances extrêmement difficiles » selon Dominique Liengme.



Toulepleu : L'équipe médicale mobile en pleine activité de consultation au siège du comité local Croix-Rouge devenu pour l'heure l'unique centre de soins pour les populations restées sur place.



Croix-Rouge de Côte d'Ivoire

Siège de la CRCI au Plateau, la commune d'Abidjan privée d'eau, un volontaire offre de l'eau à une résidente

À Guiglo, priorité à l'assistance médicale et aux déplacés

Le CICR et la Croix-Rouge ivoirienne ont commencé ce mercredi la distribution de biens de première nécessité à environ 7'000 personnes déplacées dans cinq sites d'accueil à Guiglo. « Cette ville de l'ouest a été sévèrement touchée par les combats, les pillages et les violences, » explique Edmond Corthésy, le responsable du CICR sur place.

« Les secouristes de la Croix-Rouge ivoirienne font un travail remarquable malgré des circonstances extrêmement difficiles »

« Dans cette région, de nombreux hôpitaux et centres de santé ne fonctionnent plus suite aux événements récents », a ajouté M. Corthésy. À Guiglo, la Croix-Rouge ivoirienne a traité près de 200 blessés et malades depuis le 5 avril.

Au centre ouest, grâce au soutien de la Croix-Rouge (ambulance, carburant, matériel médical et personnel), l'hôpital de Gagnoa est à nouveau opérationnel. À Bouaké, dans le nord, le CICR a fourni du matériel tel que kits de pansement et plâtre à diverses structures médicales.

Visites aux détenus

De nombreuses personnes ont été arrêtées ces derniers jours en lien avec le conflit armé. Les délégués du CICR ont commencé à visiter des détenus à Bouaké afin de s'enquérir de leur traitement et des conditions de leur détention.

À Abidjan, le CICR a demandé à visiter cette même catégorie de personnes le plus vite possible. Cette démarche inclut M. Gbagbo et ses proches arrêtés.

Depuis le début de cette crise, le CICR a travaillé en étroite collaboration avec la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire (CRCI)

Prise en charge des blessés :

- soins à plus de 2'000 blessés
- assistance médicale à de nombreuses structures médicales
- 480 consultations gratuites avec à l'aide d'une clinique mobile sur l'axe Bin Houyé – Toulepleu – Bloléquin,

À Duékoué, les volontaires de la CRCI ont collecté les morts et veillé à ce que l'ensevelissement des dépouilles se fasse dans la dignité.

Assistance aux déplacés :

- secours d'urgence à plus de 30'000 personnes déplacées
- installation de réservoirs d'eau afin d'approvisionner près de 10'000 déplacés dans la ville de Duékoué, et plus de 10'000 réfugiés à Buutuo (ville frontière au Libéria)
- installation de plus de 150 latrines et de dizaines de douches
- réparation ou construction de puits au bénéfice de plus de 70'000 personnes en Côte d'Ivoire et au Libéria
- chloration d'environ 3'000 puits desservant plus de 57'000 personnes

Visite aux détenus :

- le CICR a visité plus de 450 personnes récemment arrêtées
- dans ces lieux de détention, le CICR a, au besoin, fourni une assistance alimentaire, distribué des articles d'hygiène et soutenu les services médicaux

31 mars 2011 : le CICR demande 11,5 millions d'euros supplémentaires pour venir en aide aux victimes, principalement à Abidjan et dans l'ouest, et 4,2 millions d'euros pour les réfugiés ivoiriens arrivés au Libéria et les communautés d'accueil.

Twenty years in Liberia: ICRC's first field officer looks back



The International Committee of the Red Cross (ICRC) set up its operational delegation in Monrovia in 1990 to respond in close cooperation with the Liberia National Red Cross Society (LNRC) to the outbreak of the conflict and address the appalling humanitarian situation that came with it. As to its presence in Liberia today, besides being a strong partner of the Liberian Red Cross, the ICRC continues to promote humanitarian principles and international humanitarian law to international and national security forces, civil authorities and members of the civil society. It helps improve access to water, sanitation, health care and hygienic conditions for those detained in Liberia's prisons and further assists vulnerable populations in urban Monrovia and Lofa, supporting them through agriculture, health or water and sanitation projects.

The 20th anniversary of uninterrupted humanitarian action was commemorated with a series of events such as a photo exhibition, sports tournaments and tailored awareness sessions to promote the fundamental principals of the Red Cross and Red Crescent Movement and humanitarian values.

As the delegation remembered and recaptured 20 years of work, it decided to bring forward the reflections of its first field officer, **Charles Kpan**, who has lived through it all. In the following interview, he recalls his happiest, saddest and most dangerous moments with the organisation over the past twenty years.

Charles, can you tell us your first moments with the ICRC?

In 1990, I was one of the volunteers who were active at the JJ Roberts School, one of the two spaces protected by the Red Cross, where hundreds of people had found refuge. The camp was attacked by armed men despite the banner of the Red Cross and many were killed. I went back the morning after the attack to see what we could do, but we had to leave and save our own lives. We crossed the bridge to the port side of Monrovia to assess the needs of the population and distribute food to the displaced. The ICRC head of delegation saw us at work in our Red Cross bibs, and he asked me to find office space for the ICRC. I found an ideal venue: a small house with a large warehouse on Bushrod island. We are still there today!

What was one of your happiest moments with the ICRC?

When the war resumed in 1997, a group of twenty civilians, including women and children and two UNHCR officials, was trapped in Lofa, as three rival factions fought for control of the area. I was asked to lead a convoy under the banner of the Red Cross to get them out. Through tough negotiations with the authorities we eventually managed to evacuate them.

What was your biggest success?

In 1996, the fighting was intense all over Monrovia. There was nowhere to hide. To make things worse, youngsters were looting everything they could get their hands on, including UN and NGO offices, and even the Liberian Red Cross. The ICRC office at Mamba Point was spared, but it became too dangerous to stay, as the front line approached. At this time, we were three expatriates and eleven local staff. I was asked to evacuate the expatriates to the US embassy and bring all 16 vehicles and staff members across the bridge to the warehouse. We could have been killed at any moment. Bullets were flying everywhere. At one checkpoint we met a fighter, who was a former detainee at Monrovia Central Prison. He recognized us, as we regularly had assisted the detainees and had organized Christmas parties at the prison every year. He said to us: *"I know the ICRC. I know your work. We will not harm you, but we cannot guarantee your safety. You need to leave."* It took us 6 hours to reach

the other side of town, only 5 kilometres away. One woman who had sought refuge in the ICRC compound and whom we took with us went into labour and delivered a baby in one of our landcruisers!

What was your most dangerous experience?

I used to travel from Monrovia to Gbarnga to provide food, essential household items, medical supplies and drinking water to the displaced people and the communities hosting them. On a stretch of around 40 kilometres, there were 37 checkpoints. We took the opportunity to talk to all the fighters we met, reminding them of the rules that applied in armed conflict. We asked them to spare civilians and respect the Red Cross. We could carry nothing on us, except ID. But we managed to get through unharmed, each and every time. Some people said there must be a protective hand or shield over me!

If you could go back in time, would you still join the ICRC?

If I hadn't joined the ICRC 20 years ago, my life would have been different, certainly. Today, I cannot go and sit in a bar or a public place in a discreet manner. They call me ICRC-man, not Charles. My employment at the ICRC has had a lasting effect on my personal life, I cannot hide it. If discussions erupt around politics I leave the spot, even if I am in the barber shop! Almost all my life has been guided by the ICRC. But yes, I would join again. I can't divorce from the ICRC. I am ICRC. ■

Vivre debout !

Au cours du conflit qui a opposé l'armée nigérienne à la dernière rébellion armée touarègue dans l'Aïr, la pose de mines antichars a occasionné de nombreuses victimes. Parmi les victimes civiles qui ont survécu à ces accidents de mines, certaines ont dû subir des amputations des membres, ce qui a fortement réduit leur mobilité et rendu difficiles pour eux, certains gestes simples de la vie quotidienne comme se tenir debout, faire sa toilette, aller au marché... Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), en partenariat avec l'Organisation pour le Développement Inclusif au Niger (ODI/NIGER), a mis en place un projet de réadaptation physique pour ces personnes, pour les aider à se remettre debout.

Grâce au partenariat entre les deux organisations, les patients sont accueillis à Niamey, à la « maison de l'espoir », un centre de l'ODI/NIGER qui dispose d'un atelier orthopédique et d'une expertise en matière de rééducation et d'appareillage de prothèses. Dans ce centre, les bénéficiaires sont appareillés avec des prothèses fabriquées sur place avec des composants importés de Suisse et mis à disposition par le CICR. Outillés de leurs orthèses/prothèses, ils réapprennent les gestes quotidiens, grâce à leur persévérance et à l'aide du personnel du centre.

« Je ne pouvais plus aller puiser de l'eau, ni balayer la cour... et la perspective de vivre de cette façon assombrissait mon quotidien ... »

Hadiza* avait 16 ans lorsque le camion qui l'amenait de Iférouane à Arlit (180 km au nord d'Agadez) a sauté sur une mine antichar. Plusieurs personnes ne furent que légèrement blessées, mais elle, ne se réveillera qu'à l'hôpital d'Arlit pour constater l'amputation à hauteur de la cuisse de sa jambe droite. Depuis, elle vit dignement avec son handicap mais le quotidien est devenu un défi répétitif. « *Je ne pouvais plus aller puiser de l'eau, ni balayer la cour... et la perspective de vivre de cette façon assombrissait mon quotidien ...* »

Goumour Assadeck, qui travaille à la sous-délégation du CICR à Agadez prendra contact avec elle pour lui faire part du programme initié par le CICR et lui proposer d'en bénéficier. « *Nous avons pu recenser toutes les victimes des mines de la région qui ont dû subir des amputations. Nous leur avons expliqué que leur état ne constitue en rien une fatalité et que grâce à la pose de prothèses, elles pouvaient rapidement retrouver leur mobilité et leur place entière au sein de leur communauté* », précise Goumour.

Il faut noter que la plupart des victimes recensées ne pouvaient mobiliser les moyens financiers nécessaires à leur réadaptation physique, alors que d'autres ne connaissaient même pas l'existence des prothèses ! Sans assistance, ces victimes se retrouvaient souvent con-

damnées à vivre dans l'ombre, en risque de marginalisation.

Retrouver sa place dans la communauté...

Pour toute personne handicapée, retrouver sa mobilité est la première étape sur la voie qui lui permet de retrouver ses pleins droits fondamentaux et qui, de façon plus générale, lui permettra de bénéficier des mêmes opportunités que tout autre membre de la société.

Mohamed* n'en revient toujours pas des performances de sa prothèse. « *La prothèse a dépassé toutes mes espérances. Une semaine après sa pose, je marche presque sans boiter et ça s'améliore tous les jours !* ». Amputé à hauteur du genou, il ne pouvait plus remplir convenablement ses tâches de gardien dans une petite école à Arlit. Pour lui, retrouver sa mobilité c'est aussi recouvrer ses capacités professionnelles et ouvrir de nouvelles opportunités pour l'avenir.

Au total, entre août et décembre 2010, 21 personnes ont bénéficié de ce programme et ont retrouvé toute leur place dans la communauté. Pour Ouakasso Abdoulaye du centre de réhabilitation, le partenariat entre le CICR et ODI/NIGER a non seulement permis de redonner espoir aux personnes en situation de handicap qui n'ont pas les moyens de se prendre en charge elles même, mais ce partenariat a permis aussi de renforcer les capacités du centre grâce à un soutien technique apporté par le CICR. ■

* prénom d'emprunt

Une victime de mine, avant la pose de la prothèse



Déploiement rapide du CICR

Bien que le CICR soit une organisation d'urgence, l'institution analyse sans cesse son action et l'évalue afin d'y apporter les modifications et améliorations nécessaires. C'est pourquoi il y a quelques années, le CICR s'est engagé dans la création d'un système de déploiement rapide afin de réagir plus efficacement lors d'une crise à caractère exceptionnel.

Partant des expériences du tsunami en Asie, de l'Irak, du Darfour, du Pakistan en 2005 ou du Liban en 2006, des discussions se sont engagées au sein de l'institution pour aboutir à la création de l'unité de **Déploiement rapide (RDU – en anglais, Rapid Deployment Unit)**.

Le Déploiement rapide s'articule autour de plusieurs points clés : la gestion de l'information, la préparation à l'urgence à travers une planification plus standardisée afin de favoriser la proactivité, le perfectionnement du système décisionnel avec la création d'un système d'alerte et d'une salle des opérations au siège du CICR à Genève.

Mais la grande nouveauté est sans doute la constitution d'un groupe de compétences, composé de collaborateurs chevronnés, équipés, formés et mobilisables en 24 heures afin de soutenir toutes délégations du CICR devant gérer une situation d'urgence exceptionnelle. Leur rôle consiste à apporter une expertise dans une situation donnée et à aider à construire une infrastructure capable de répondre

Quels contextes d'interventions ?

Le Déploiement rapide peut être envisagé lors :

- d'apparition soudaine de conflit (ex : Libye 2011)
- d'une dégradation accélérée de la situation humanitaire d'un conflit existant (ex : Côte d'Ivoire 2010)
- de catastrophes naturelles en zone de conflit (ex : Pakistan 2005)
- de catastrophes technologiques ou environnementales en zone de conflits
- ou d'urgences « globales » d'une telle amplitude qu'elles nécessiteraient l'intervention sur une base volontaire du CICR, notamment dans des opérations de rétablissement de liens familiaux dont l'ampleur dépasserait les capacités d'une société nationale (ex : Japon 2011)

à la situation et de soutenir la délégation sur place dans l'orientation stratégique et opérationnelle de son action.

Depuis sa mise en place, le RDU a eu à être mobilisé et à intervenir dans de nombreux contextes. Mais l'accélération, souvent inattendue, des événements ces derniers mois (Côte d'Ivoire, Tunisie, Libye, Japon...) a mis en lumière la pertinence de cette nouvelle approche.

Ainsi, en Libye, une équipe du CICR est présente à l'Est du pays depuis le 27 février, peu de temps après que la violence éclate. L'institution, qui mène déjà des activités sur le terrain, est prête à accroître son action humanitaire dans le pays. Elle apporte son soutien aux équipes médicales locales et travaille en étroite coopération avec le Croissant-Rouge libyen pour atténuer les souffrances des civils touchés par le conflit. Elle a aussi visité des détenus à Benghazi. Parallèlement, le CICR poursuit ses démarches pour pouvoir accéder à d'autres régions de Libye, en particulier l'ouest du pays.

Au Japon, le tremblement de terre du 11 mars a entraîné une crise (tsunami et menace nucléaire) d'une telle ampleur et une situation humanitaire extrêmement préoccupante que

le CICR ne pouvait tout simplement pas rester en retrait. Outre les plus de 28 000 de morts et disparus, plus d'un million de personnes manque de nourriture, d'eau et d'électricité. La catastrophe a poussé plus de 700'000 personnes à fuir leurs maisons. Elles sont actuellement hébergées dans 2'000 centres d'évacuation.

Avec l'absence de réseau téléphonique, d'électricité et de transport dans la majorité des zones affectées, de nombreuses familles sont sans nouvelles de leurs proches. Le CICR a déjà mis sur pied un site web spécial pour le rétablissement des liens familiaux (RLF) disponible en six langues (japonais et anglais, mais aussi chinois, coréen, portugais et espagnol).

Dès le 15 mars, le Déploiement rapide a été actionné au siège du CICR à Genève. Le CICR, en concertation et coordination avec la Croix-Rouge Japonaise, envisage d'envoyer 20 délégués au Japon dans les jours à venir afin de :

- soutenir le site RLF
- prendre en charge les besoins en eau non contaminée de 100'000 personnes
- gérer les dépouilles
- mettre à disposition un expert NRBC du CICR ■



Salloum, frontière entre la Libye et l'Egypte. Des volontaires du Croissant-Rouge égyptien distribuent des rations de nourriture à des milliers de migrants qui fuient la violence en Libye.



Espace Jeanie Waddell-Fournier

Échos de l'Espace Jeanie-Waddell Fournier pour l'action et le droit humanitaire

En ouvrant cette fenêtre sur l'Espace Jeanie-Waddell Fournier pour l'action et le droit humanitaire, le Mag Humanitaire ambitionne de donner écho à la vie de ce concept, initiative de la Délégation régionale du CICR Dakar pour promouvoir la recherche et le débat d'idées sur l'humanitaire. Il s'agit donc d'informer les lecteurs sur les activités de l'Espace (débat et idées humanitaires) et ses nouvelles acquisitions bibliographiques (fiche de lecture). Plus qu'un simple exercice de narration, il s'agit de traduire une volonté : celle de la Délégation régionale de vous livrer l'Espace. Parce que nous souhaitons que l'Espace devienne votre espace, nous nous devons de vous rendre compte.

Aux lecteurs du Mag Humanitaire, à tous les utilisateurs et amis de l'Espace, aux collègues CICR de Genève et des délégations de la région Afrique du Nord et de l'Ouest, à la communauté humanitaire, voici les échos de l'Espace !



Table ronde Femmes et Guerre du 05.11.2010

Débats et idées humanitaires

L'Espace a accueilli deux panels respectivement sur « Femmes et conflits armés » (novembre 2010) et sur les « Standards professionnels pour les activités de protection » (décembre 2010).

« Femmes et conflits armés : réalités, réponses et défis »

04 novembre 2010 - le panel a été présidé par Mme Ndioro Ndiaye, ancienne ministre sénégalaise, présidente de l'Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement (AMLD). Les panélistes provenaient de la société civile sénégalaise (Mme Seynabou Male Cisse, présidente de l'Association des Femmes casamançaises USOFORAL), des Nations unies (Mme Racky Chaupin, chargée de programme à l'UNIFEM) et du CICR (Mme Nadine Puerchguirbal, de l'unité Femmes et guerre à Genève).

Le panel a vu la présence, parmi les invités, de huit ambassadeurs dont sept femmes et celle du ministre sénégalais chargés des Affaires humanitaires. Le chef des Opérations pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest, M. Boris Michel a aussi pris part à l'événement. Les discussions ont eu un relief particulier dans le contexte de la commémoration du 10^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur Femmes, paix et sécurité. Prenant la parole au terme des discussions, le chef de la Délégation régionale du CICR Dakar, M. Christophe Martin, a appelé pour des partenariats visant à concrétiser les engagements visant à améliorer le sort des femmes dans les conflits armés.

« Standards professionnels pour les activités de protection »

14 décembre 2010 - Avec la participation de M. Gilbert Rufin Loubaki, Représentant Adjoint Régional de l'UNHCR, le panel a eu comme intervenant M. Pierre Gentile, Chef de l'unité Protection de la Population civile au siège du CICR à Genève. Le prétexte de la rencontre était la publication de la version française du manuel « Standards professionnels pour les activités de protection ». Il s'agit d'un catalogue de normes standard visant à établir une base commune pour les activités de protection conduites par les organisations humanitaires et les défenseurs des droits de l'homme. Le panel a

été l'occasion d'échanger avec la trentaine de représentants d'institutions internationales et locales, qui interviennent dans le secteur de la protection. Les standards retenus n'affectent en rien les spécificités de chaque acteur en termes de principes et modalités d'intervention. Le représentant du HCR a indiqué l'engagement de son institution à contribuer à la promotion de cet outil. ■

Nouveau film CICR

Paroles de combattants



Des hommes et des femmes en guerre contre leur gouvernement parlent ouvertement de ce qu'ils ont fait, de leur connaissance et de leur respect des lois de la guerre, de ce qu'ils pensent de l'action du CICR. Qu'ils soient au Sud Soudan, au Salvador, aux Philippines ou au Congo, leur message

est le même : on peut gagner une guerre sans piller, violer ou tuer des innocents.

Tous les combattants, y compris les groupes armés non étatiques, doivent appliquer les lois de la guerre. Dans de nombreux pays, le CICR aide l'armée à respecter cette obligation. Nous voyons ici ce que l'organisation fait pour renforcer sa relation de travail avec les groupes armés non étatiques.

CICR, Point Prod, Genève, 2007 / durée : 30 minutes / DVD multilingue : français, anglais / Prix CHF 10.- / réf. V F CR-F-00953-A

Pour commander en ligne ou voir le film : <http://www.cicr.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/f00953-A>

Islam et droit international humanitaire



Dr Bakary Sambe est spécialiste des relations internationales et chercheur associé au Groupe de recherches sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo). Politologue, spécialiste des rapports arabo-africains, il a publié, *Islam et diplomatie : la politique africaine du Maroc*, (juillet 2010). Il est également membre du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria) et membre fondateur de la Fondation Europe-Méditerranée pour la coopération et pour l'échange culturel dans l'espace euro-méditerranéen. Ci-après, un extrait de l'interview que Dr Sambe a accordée au magazine *Al-Insani*, publié par la délégation du CICR au CAIRE. Il y évoque la relation entre le droit islamique et les règles et principes humanitaires universels.

Pouvez-vous nous parler des principes de solidarité, d'humanité et de tolérance dans une perspective de l'islam subsaharien ?

Vous savez, contrairement à l'image que les extrémistes lui donnent aujourd'hui, comme source de discorde ou même de guerre, que le terme religion vient du latin « religio » signifiant « ce qui attache ou retient » ensemble ; donc véritable facteur de lien social. L'Islam dans son enseignement primordial ; comme religion d'opprimés à ses origines a vite appelé à la solidarité et à sa manifestation notamment par le biais de la zakat et de la charité. Le message humaniste qu'il véhicule se décline même dans le texte coranique qui s'adresse au-delà des seuls croyants à toute l'humanité « ayyuha naas », en respectant la diversité, le devoir de solidarité mais surtout la sacralité de la personne humaine. On sait bien comment la première entité politique islamique, l'Etat de Médine, avait pu maintenir, en cohabitation des Musulmans, des Chrétiens et des Juifs, par sa constitution qui était un véritable pacte social respectant des clauses de non agression et incitant à la tolérance. Lorsque les Africains reçurent le message de l'islam, ils étaient déjà prédisposés à de telles valeurs longtemps véhiculées par la culture traditionnelle. Ils ont procédé à une assimilation critique de ce message islamique qui, en quelque sorte, était un message universel. La réinterprétation des dogmes islamiques et leur nouvelle prise de sens dans les cultures africaines a été à l'origine d'une symbiose qui a imprimé à l'islam subsaharien son caractère pacifique malgré les influences des nouveaux courants appartenant à d'autres contextes. Le phénomène con-

frérique (Turuq Sufiya) est l'exemple type de cette solidarité communautaire dont les principes étaient déjà contenus dans la culture africaine traditionnelle. Ainsi, la protection de l'étranger, l'acceptation de la différence ainsi que la coexistence entre des communautés religieuses différentes professées par l'islam n'avaient plus qu'à se déployer sur un terrain sociologiquement balisé en s'accordant avec les valeurs traditionnelles. C'est dans ce sens que je dis très souvent que l'islam africain ne doit pas être enfermé dans un statut secondaire ou périphérique, mais qu'il doit oser apporter des alternatives au reste du

« L'Etat de Médine, par sa constitution était un véritable pacte social respectant des clauses de non agression et incitant à la tolérance. »

monde musulman surtout dans les zones traversées par des crises et habitées par la violence qui n'est que l'expression d'un aveu d'échec de la volonté de paix. On le voit aujourd'hui avec les réseaux confrériques qui s'activent dans la facilitation du dialogue et des rapprochements qui seraient aujourd'hui profitables dans des crises comme celles du Darfour où ils ont des relais importants. Voilà une forme de contribution positive que les organisations internationales devraient prendre en compte dans la résolution des conflits et la gestion des crises humanitaires.

Comment le sort des prisonniers de guerre et autres groupes vulnérables en temps de conflit armé (enfants, femmes, vieillards) est-il pris en compte dans les traditions islamiques subsahariennes ?

Vous savez ; l'islam subsaharien n'est en rien différent de l'islam en général dans son esprit et son message. Seulement les pratiques culturelles déteignent quelques fois sur celles culturelles pour donner ainsi un tempérament local. Mais le statut des non-combattants a été garanti, historiquement en Islam, depuis le 7^{ème} siècle lors des conflits opposant le pouvoir califal naissant aux tribus voisines qui s'étaient accordé le droit de ne pas le reconnaître. Vous savez bien l'éternelle dialectique entre pouvoir central et nomades entretenue par le souci de la collecte de l'impôt comme garant de la souveraineté et de la fixation des irrédentistes. N'empêche, Abû Bakr, Calife de 632 à 634 avait ordonné à ses armées de ne s'attaquer ni aux enfants, ni aux femmes ni aux personnes âgées : ces trois catégories recoupant parfaitement les non combattants ; les civils dirait-on dans notre jargon moderne. Ces principes rentrent aussi parfaitement dans l'esprit de la convention de Genève. De même il était formellement interdit dans une perspective environmentaliste avant l'heure de ne point polluer les sources d'eaux ou de couper des arbres fruitiers pouvant nourrir la population. Je crois bien que cet esprit là devait aider à mieux consolider ces principes qui ne sont ni d'orient ni d'occident mais qui ont un sens simplement humain. Aucune religion dans aucune culture ne saurait professer le contraire. ■

Croix-Rouge Sénégalaise : Nouvelles ambitions

Abdoul Azize Diallo est le nouveau président de la Croix-Rouge Sénégalaise (CRS). M. Diallo a une longue expérience de travail au sein du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ayant tour à tour travaillé à la CRS, au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Dans cette interview, le nouveau Président de la Croix-Rouge Sénégalaise décline sa feuille de route et les ambitions de la Société nationale.

La Croix-Rouge Sénégalaise connaît une restructuration, notamment un changement dans l'équipe directionnelle. En tant que Président, quelle vision apportez-vous ?

La situation que j'ai retrouvée à la Croix-Rouge Sénégalaise après mon élection à la Présidence, m'a amené à repenser non seulement son fonctionnement mais aussi à soumettre aux nouvelles instances la vision que je désire mettre en œuvre durant mon mandat. Je souhaite que la Croix-Rouge Sénégalaise soit une Société nationale capable de financer elle-même son administration et son fonctionnement, disposant de ressources humaines compétentes et dont les comités départementaux rendent des services de qualité aux communautés vulnérables.

Comment cette nouvelle vision sera-t-elle traduite concrètement ?

Cette vision va s'appuyer sur de nouvelles orientations stratégiques qui mettront l'accent sur la structuration de la Société nationale, un recrutement de ressources humaines compétentes, la formation des membres élus et des volontaires ainsi qu'une décentralisation des interventions au niveau des comités départementaux, qui seront nos bases opérationnelles pour assister les communautés. Ces orientations serviront aussi de cadre au prochain plan de développement quinquennal dont l'élaboration privilégiera les études de vulnérabilité et de capacité ainsi qu'une évaluation de toutes ses structures.

Quelles sont vos relations avec les pouvoirs publics ?

Elles sont excellentes, particulièrement avec notre Ministère de tutelle, celui de la Santé et de la Prévention. L'excellence de ces rapports nous permet aujourd'hui de bien vivre notre position d'auxiliaire des pouvoirs publics.

Comment voyez-vous la coopération au sein du Mouvement et avec vos autres partenaires ?

Nous avons pris l'option de privilégier une diplomatie humanitaire en direction des pouvoirs publics, de tous nos partenaires traditionnels du Mouvement, des représentations diplomatiques au Sénégal, de la Société civile et du monde des affaires pour améliorer l'image de la Croix-Rouge Sénégalaise, qui s'était fortement détériorée ces dernières années, et lui permettre de retrouver une crédibilité auprès de ses partenaires. Dans ce cadre, nous avons récemment été reçus par le Directeur de cabinet de Monsieur le Premier Ministre ainsi que par les ministres de l'Économie et des Finances puis de la Santé et de la Prévention. Nous poursuivons nos contacts avec les autres institutions de l'État.



Sur le terrain, quelle relation entretenez-vous avec les comités régionaux et départementaux de la Croix-Rouge Sénégalaise ?

Depuis mon élection à la tête de la Société nationale nous avons eu trois rencontres avec les présidents régionaux et départementaux pour leur faire partager notre vision et nos approches stratégiques. Ils ont, dans leur unanimité, cautionné cette vision.

Cette année le Mouvement célèbre le volontariat. Est-ce que cet engagement fait encore sens de nos jours ?

La nouvelle équipe est consciente que les volontaires constituent la force de la Société nationale. C'est pourquoi, nous sommes engagés à favoriser, tout au long de cette année, leur promotion par des formations et leur motivation à travers une responsabilisation dans tous les secteurs et toutes les activités. Nous comptons à la fin de l'année, décorer les plus anciens de ces volontaires et ceux qui se sont particulièrement distingués. ■

Prévention du VIH/SIDA auprès des femmes migrantes

23 mars 2011 - Une vingtaine de volontaires de la Croix-Rouge Sénégalaise ont suivi une formation qui leur permettra de travailler aux côtés de communautés migrantes dans des quartiers de Dakar, afin de réduire la

vulnérabilité des femmes face aux maladies sexuellement transmissibles et au VIH/SIDA, notamment en les encourageant à se faire dépister au Centre de Traitement Ambulatoire. Ce projet de la Croix-Rouge Sénégalaise, soutenu par le CICR, permettra par ailleurs d'apporter un soutien nutritionnel et psychosocial et donnera l'occasion à ces femmes d'entrer en contact avec les proches restés dans les pays d'origine.

laisse, soutenu par le CICR, permettra par ailleurs d'apporter un soutien nutritionnel et psychosocial et donnera l'occasion à ces femmes d'entrer en contact avec les proches restés dans les pays d'origine.

La Croix-Rouge Sénégalaise réunit les familles séparées à Touba

La Croix-Rouge sénégalaise, appuyée par le CICR, a pris part pour la première fois à un programme d'aide aux personnes séparées de leurs proches dans la ville de Touba, à l'occasion du Grand Magal, pèlerinage religieux qui réunit plus de deux millions de musulmans au Sénégal.

Comme beaucoup d'autres familles, Khadim et sa mère ont soudainement été séparés lors du 116^e Grand Magal. Vers 8 heures du matin, alors qu'ils marchent ensemble près de la grande mosquée de Touba, lieu central vers lequel convergent des centaines de milliers de pèlerins venus commémorer le départ en exil de Cheikh Ahmadou Bamba Mbacké, fondateur du mouridisme, une confrérie musulmane très influente au Sénégal, le garçon est happé par la foule. L'enfant n'a lâché la main de sa maman que quelques secondes, impossible pourtant de le retrouver. Agé de 7 ans, il panique, pleure et court dans tous les sens. Un passant le conduit heureusement sous une tente de la Croix-Rouge, où après avoir été consolé et pris

en charge par des volontaires de la Croix-Rouge, il retrouvera les bras de sa mère vers 15 heures.

Cette année, la Croix-Rouge sénégalaise (CRS) a pu mettre en place, grâce au soutien logistique et financier du CICR, un programme de rétablissement des liens familiaux dans la « capitale mouride ». « Lors des quatre journées d'opération, 303 enfants âgés en moyenne de 2 à 14 ans ont ainsi pu retrouver leur famille », explique Amadou Diop, coordinateur du projet pour le CICR. Trente volontaires, des branches locales de la Croix-Rouge de M'backé et de Touba, répartis dans onze tentes à travers la ville, ont reçu une formation spéciale pour assister d'éventuels

enfants et adultes qui seraient séparés de leurs proches.

« Ma fille est saine et sauve grâce à la Croix-Rouge, je prierai pour que vous ayez une longue vie »

C'est sous la tente principale, posée à proximité de la grande mosquée, que Gayba a retrouvé sa famille.

La fillette âgée de 11 ans a perdu de vue ses deux frères alors qu'elle admirait le minaret de près de 90 mètres qui domine la cité. Repérée par des volontaires de la Croix-Rouge effectuant une ronde, elle est emmenée sous la tente de la Croix-Rouge, où elle reçoit à boire, à manger et un t-shirt. Toute sa famille s'est rendue dans la ville sainte pour prier, voir son marabout (chef spirituel, NDLR), se rendre sur la tombe d'un proche au cimetière, visiter les mausolées du fondateur du mouridisme et de ses descendants, dans une ambiance haute en couleur baignée par les délicieuses odeurs des nombreux mets distribués gratuitement à la population, sur fond de chants religieux.

Après avoir consolé l'enfant, les volontaires remplissent avec elle la « fiche d'enregistrement de personnes séparées et vulnérables ». Sur ce document attestant que la Croix-Rouge a recueilli l'enfant, un maximum d'informations sont collectées : nom, prénom, âge et taille, habits portés, lieu d'habitation, nom des parents et numéro de téléphone. Une tâche difficile à réaliser avec les enfants en bas âge, jusqu'à 1 an, abrités par la société nationale de la Croix-Rouge. Gayba connaît fort heureusement par cœur le numéro de portable de son papa, que les volontaires tentent de joindre, sans succès, en début de soirée. La fillette



Thioro Mbaye retrouve sa petite fille



Une volontaire réconfortant une jeune fille perdue

« La formation de secouriste peut sauver des vies... J'étais très fière et heureuse de mettre en pratique ce que j'avais appris. Je resterai volontaire toute ma vie »

passera finalement la nuit, en compagnie d'une cinquantaine d'autres enfants, dans une maison mise à disposition par le chef de village de Touba. Elle sera remise à son père le lendemain matin, après qu'un volontaire ait pris soin de vérifier, par mesure de sécurité, le lien de filiation et la carte d'identité de l'homme qui s'est présenté. « *Ma fille est saine et sauve grâce à la Croix-Rouge, je prierai pour que vous ayez une longue vie* », a-t-il déclaré, ému.

Une centaine d'adultes en quête de leur enfant se sont également manifestés pour signaler la disparition de leur progéniture et donner un numéro de téléphone à composer si elle viendrait à se présenter. Les organisateurs ont été surpris de constater que leur intervention a également bénéficié à d'autres individus esseulés. Plusieurs dizaines de personnes

âgées, dont deux Bissau guinéennes et une Gambienne, sont venues se reposer sous la tente principale, soit pour se reposer ou attendre qu'un proche vienne les retrouver.

En aidant les personnes égarées de Touba, la Croix-Rouge sénégalaise a intégré un dispositif mis en place depuis 2004 par l'association Ginddi (orienter en Wolof), du ministère sénégalais de la Famille, que l'AEMO (Action Educative en Milieu Ouvert), rattachée au ministère de la justice, est venue compléter quatre années plus tard. L'assistance aux personnes perdues a toujours existé à Touba mais elle se faisait de manière plus informelle.

« *Nous sommes honorés par l'assistance qui nous est apportée* », a indiqué Gamou Ndiaye, animateur socio-éducatif pour Ginddi. Le président de la Croix-Rouge sénégalaise, Abdoul Azize Diallo, s'est également félicité de cette collaboration. « *Cette première expérience, très concluante, pourrait être transposée aux prochains grands rassemblements qui vont avoir lieu au Sénégal* », a ajouté M. Diallo. ■

Claude de Decker

Guiné-Bissau : o gado, um recurso que deve ser cuidado

Uma fonte importante de rendimentos

O noroeste da Guiné-Bissau é uma região pobre e isolada onde vivem mais de 2.000 famílias. Entre elas, cerca de 6.000 refugiados senegaleses que fugiram das violências em Casamança.

A vida destas populações baseia-se essencialmente na colheita da noz da caju e na pesca. A maioria das famílias possui igualmente uma pequena criação de suínos, ovinos ou de caprinos.

John Ntchuda, proprietário de uma quinzena de porcos, testemunha: « *Não temos arrozal aqui e excepto as nozes de caju os porcos são a nossa única fonte de rendimentos. Na época seca, apenas podemos vender estes animais para comprar um pouco de arroz* ».

No entanto, estes animais não beneficiam ou quase de nenhum tratamento veterinário. « *A falta de meios impede-nos de estar presentes na zona* », explica Carlos Mendes Silva, jovem médico veterinário no serviço epidemiológico do Ministério da Agricultura. Para uma animal tão exposto aos parasitas e às doenças como o porco, isto significa riscos de múltiplas epidemias e, para os criadores, uma perda importante de rendimentos.



CICR/DEMÉCO Bruno

Desparasitação de porcos no noroeste da Guiné-Bissau

Impacto sobre a saúde pública

Por isso, o CICV decidiu apoiar estes criadores ao proceder à desparasitação do gado suíno. Eusébio da Silva, responsável do programa para o CICV, explica : « *Trata-se antes de mais de contribuir para o aumento do rendimento dos lares. Ao matar os parasitas, favorecemos o crescimento e a reprodução dos porcos. Mas, há também um impacto não negligenciável sobre a saúde pública, porque contribuímos para quebrar a cadeia de transmissão de alguns parasitas do animal ao homem* ».

Assim, em 2010, 26 voluntários da Cruz Vermelha da Guiné-Bissau procederam, sob supervisão técnica do CICV e de um veterinário, à desparasitação de mais de 6.000 porcos pertencentes a 1658 famílias residentes em 78 aldeias.

O sucesso do programa foi possível graças à implicação das autoridades e à sua aceitação pelas comunidades, porque há uma certa desconfiança dos criadores que não têm o hábito de tratar os seus animais.

Reticências que tiveram de ser ultrapassadas com o trabalho de sensibilização dos voluntários, sessões de discussão organizadas com as autoridades tradicionais e anúncios transmitidos em duas rádios comunitários desta região.

Para Carlos Mendes Silva, « *esta campanha de desparasitação é muito importante, é uma questão de saúde pública. Esta acção do CICV deve prosseguir* ».

Assim, em 2011 e pelo segundo ano consecutivo, o CICV e os voluntários da Cruz Vermelha nacional vão, a partir do mês de Abril, prosseguir este programa depois de efectuar o recenseamento completo dos animais de criação nesta região. ■

Juelma Mendes

Responsável de Comunicação da Cruz Vermelha da Guiné-Bissau

Johão Ntchuda (à esquerda), dono de uma quinzena de porcos, com um voluntário da Cruz Vermelha da Guiné-Bissau



CICR/DEMÉCO Bruno

Sous-délégation du CICR à Ziguinchor : Faits et chiffres 2010



Protéger

- 593 détenus visités – 11 visites / 4 maisons d'arrêt (Ziguinchor, Bignona, Oussouye et Kolda)
- rétablissement du lien familial pour 54 détenus (appel téléphonique ou message Croix-Rouge)
- à leur demande, **notification** de la présence en détention de 41 étrangers à leurs **représentations diplomatiques**

Permettre l'accès aux soins de santé primaire

- 15'631 personnes ont bénéficiées de la construction ou réhabilitation et/ou équipement de 14 **structures de santé**, avec la donation de médicaments à 11 structures de santé
- 10 **matrones** formés
- **prévention VIH/SIDA et maladies hydriques** : 1'180 séances de sensibilisation organisées et distribués 31'482 préservatifs par 78 relais communautaires au profit de 31'504 personnes
- **appui à la campagne nationale de vaccination** : 19'110 doses de vaccins (polio/rougeole) administrées aux enfants en bas âge et futures mères
- frais médicaux de 18 **blessés**, par balles ou mines, et appareillage orthopédique pour 2 **amputés de guerre** pris en charge par le CICR

Réduire les risques à la santé publique

- **accès à l'eau potable** : 1'289 habitants de villages reculés par la construction et/ou réhabilitation de 8 puits protégés
- 40 écoles incluses dans un **programme de prévention des maladies** liées aux mauvaises pratiques d'hygiène au profit de 5'690 élèves et donation de matériel (brouettes, pelles, balais...) et de produits d'entretien (eau de javel, savons...)
- 600 élèves ont accès à de l'eau potable avec la construction de minis forages dans 6 écoles

Maintenir les moyens de subsistance

- **assistance d'urgence** : produits essentiels, alimentaires et non alimentaires, au profit de 402 victimes de la violence armée
- Ziguinchor : 21 **microprojets** générateurs de revenus au profit de déplacés en situation de grande précarité
- **jardins maraîchers** :
 - > 8 nouveaux jardins au profit de 480 femmes réunies en associations
 - > formation de 150 femmes aux techniques de maraîchage avec donation de 3 kits maraîchers pour 3 nouveaux jardins
 - > formation de 20 femmes de 4 villages à la transformation et la conservation des fruits et légumes
 - > construction et/ou réhabilitation de 5 puits au bénéfice de 360 femmes
- donation de 3 **décortiqueuses** à céréale et accompagnement technique pour 8



décortiqueuses précédemment remises aux communautés villageoises, au profit de 510 familles

- donation de 4 **charrettes à bœuf** pour l'amélioration du transport des récoltes au profit de 1'800 personnes de 4 villages
- **programme vétérinaire** : en vue de l'amélioration de la couverture d'accès aux soins vétérinaires, formation de 5 auxiliaires vétérinaires et donation de motos

Renforcer les capacités de la Croix-Rouge Sénégalaise (CRS)

- formation de 30 volontaires de la CRS en **premier secours et rétablissement des liens familiaux**

Promouvoir les valeurs humanitaires universelles

- séances sur le **droit international humanitaire, les principes humanitaires et le travail du CICR** organisées au profit des autorités, des Forces Armées, de la Gendarmerie et de journalistes
- 1 séance sur les **principes humanitaires et le travail du CICR** a été organisée au profit d'autres porteurs d'arme présent dans la zone du Fogny
- mise en œuvre du programme **Explorons le droit humanitaire (EDH)** au CEM Malick Fall de Ziguinchor

Gambia: The International Committee of the Red Cross opens a new office in Banjul



Red Cross assists over 400 Senegalese refugees

More than 400 Senegalese refugees in Gambia received three-month food rations, sleeping mats, material, soap and hygiene kits from the ICRC and the Gambian Red Cross Society.

The southern Senegalese region of Casamance has witnessed new rounds of clashes between the Senegalese armed forces and armed groups since late December 2010. Hundreds of people have fled their homes, seeking refuge with host families across the border in Gambia and swelling the ranks of some 6,000 Senegalese refugees already present in the neighbouring country.

„The people fled without any belongings,” said Jean-Luc Metzker, head of the ICRC mission in Gambia. „Food stocks are running out, so the Red Cross decided to provide them with emergency aid.”

Through its newly opened mission in Banjul, the ICRC will continue to assess the situation of these refugees and of any others who may arrive in the country. The ICRC is working in close cooperation with the Gambian Red Cross and coordinating its actions with the Gambian authorities and other humanitarian agencies.

Distribution of goods to Senegalese refugees in the village of Monom, 08 March 2011

Since February 2011, the ICRC has a permanent presence in The Gambia through its newly opened mission in Banjul. Jean-Luc Metzker, an experienced ICRC delegate is heading the mission.

M. Metzker was the previous ICRC Regional Delegate for the Pacific area (covering 16 countries). Before that, he held at the ICRC headquarters in Geneva, the position of Deputy Chief of operations for Southeast and Central Asia. In the 1990's, M. Metzker carried out different roles as a delegate, Deputy Head of

Delegation and Head of Delegation in several countries such as Sri Lanka, Afghanistan, Bosnia, DRC, Sierra Leone and East Timor.

With this new presence in The Gambia, the ICRC is aiming to strengthen its dialogue with the authorities, to give further support to the operational capacities of The Gambia Red Cross Society and to reinforce its prevention programmes with The Gambia Armed Forces and The Gambia Police Forces. ■

Red Cross assists returnees from Libya

1'009 people repatriated from Libya received a support from The Gambia Red-Cross Society, in collaboration with ICRC. These Gambians (842), Senegalese (82), Bissau Guineans (56), Guineans (22) and Malians (7) arrived at the Banjul international airport on six flights or-

ganised by the government of The Gambia from March 10 to 17.

„At their arrival, The Gambia Red Cross was able to assist each returnee with food and beverages. This assistance was welcomed by people

who had sometimes been waiting to leave for days in a very precarious situation. More than 500 returnees were also able to call and inform their families of their arrivals,” said Jean-Luc Metzker, head of the ICRC mission in Gambia.

Le CICR en Algérie, une longue histoire...



Camp d'Oranie. Visite de prisonniers par des délégués CICR

Le CICR a été actif durant la guerre d'indépendance, visitant les prisonniers algériens, aux mains des autorités françaises, et assistant les populations réfugiées au Maroc et en Tunisie. De 1955 à 1962, les délégués du CICR ont ainsi effectué 490 visites de lieux de détention en Algérie et 96 en France, où étaient internés des militants algériens.

Ce sont également 40'000 réfugiés algériens qui seront secourus au Maroc par le CICR et plusieurs sociétés nationales du Croissant Rouge et de la Croix-Rouge. En Tunisie, le CICR collaborera avec le Croissant Rouge tunisien pour distribuer des vivres, des soins, des vêtements et des couvertures à près de 5'000 réfugiés.



Kenadsa, centre de tri. Un délégué du CICR visite les prisonniers

Tout en développant son action en faveur des civils et de militants algériens incarcérés, le CICR entreprendra des démarches auprès du Gouvernement Provisoire de la République d'Algérie afin de mettre au point des mesures pratiques d'aide aux prisonniers détenus par l'Armée de Libération Nationale

et récoltant des messages Croix-Rouge adressés à leurs familles. En 1964, le CICR interviendra auprès des autorités des deux pays afin de faciliter la libération des prisonniers, via les Croissants Rouges algérien et marocain. ■

(ALN). Ainsi, des délégués du CICR seront autorisés à visiter des détenus aux mains de l'ALN à partir de début 1958. Durant la même année, le CICR recevra des listes de prisonniers détenus par l'ALN et récoltera 169 messages Croix-Rouge afin de faciliter l'échange de nouvelles familiales.

Par la suite, dès la proclamation du cessez le feu le 19 mars 1962,

le CICR contribuera à faciliter la libération des prisonniers des deux camps, ainsi qu'à la recherche des disparus.

Plus tard, lors du conflit entre l'Algérie et le Maroc (1963-1964), le CICR visitera des prisonniers marocains et algériens, leur distribuant des secours

Émir Abdel Kader



Portrait d'Abd el-Kader par Ange Tissier, 1852

L'Algérie peut légitimement célébrer la mémoire de l'Émir Abdel Kader et son message de tolérance et d'humanité. Son décret de 1843 récompensait celui qui amènerait aux autorités un prisonnier sain et sauf, et menaçait celui qui violerait cette règle « *de la sanction la plus sévère* ». Si la responsabilité de la Puissance détentrice pour la protection des prisonniers de guerre sera mise en évidence dans la convention de Genève de 1929, le décret de l'Émir Abdel Kader visait déjà le même but : sauvegarder la vie des prisonniers.

Il en va de même pour la protection des civils, comme quand l'Émir Abdel Kader, au risque de sa propre vie, prit la défense des chrétiens de Damas lors d'affrontements religieux en 1860.

Tabala* ...échos d'ailleurs

CÔTE D'IVOIRE



01.04.11

Des centaines de civils tués à Duékoué

Au moins 800 personnes auraient été tuées le 29 mars lors de violences intercommunautaires dans le quartier Carrefour de la ville de Duékoué, dans l'ouest du pays, selon des informations recueillies sur place par le CICR.

LIBÉRIA / CÔTE D'IVOIRE

24.03.11

Les villes frontalières sont poussées à la limite de leurs capacités par l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés fuyant les violences en Côte d'Ivoire

Alors que les combats s'intensifient en Côte d'Ivoire, la Croix-Rouge redouble d'efforts pour venir en aide aux dizaines de milliers de personnes qui fuient vers le Libéria voisin. En collaboration avec la Croix-Rouge nationale du Libéria et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le CICR fournit de l'eau potable à des dizaines de milliers de réfugiés et aux communautés qui les accueillent dans la ville frontalière de Buutuo, dont la population a triplé depuis que les combats se sont intensifiés dans l'ouest de la Côte d'Ivoire à la fin du mois de février.

* Instrument de percussion utilisé en Afrique de l'Ouest

LIBÉRIA / CÔTE D'IVOIRE

24.03.11

La Croix-Rouge renforce ses activités de rétablissement des liens familiaux

Le CICR et la Croix-Rouge nationale du Libéria ont intensifié leurs activités d'enregistrement et d'assistance aux enfants séparés de leurs parents et non accompagnés qui ont fui la Côte d'Ivoire et se trouvent au Libéria.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

29.03.11

Distribution de vivres aux personnes déplacées par les combats près de Ndélé

Quelque 500 personnes déplacées par les combats dans la région de Ndélé, au nord-est de la République centrafricaine, se trouvent dans une situation très précaire et attendent des secours. La violence les a pris par surprise et la plupart sont partis de chez eux sans rien emporter. En coopération avec la Société de la Croix-Rouge centrafricaine, le CICR a distribué des colis alimentaires aux personnes qui ont dû fuir de chez elles.

JAPON

11.03.11

Le site web de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge pour les familles dispersées désormais disponible en six langues

Alors que le bilan des personnes portées disparues à la suite du séisme qui a frappé le Japon ne cesse de s'alourdir, le site web mis en place par le CICR et ses partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge afin d'aider les personnes à rétablir le contact avec des proches dont ils sont sans nouvelles est désormais disponible en six langues : japonais et anglais, mais aussi chinois, coréen, portugais et espagnol.

LIBYE

18.04.11

Plus de 600 civils évacués de la ville de Misrata déchirée par le conflit

Le CICR a évacué, avec l'aide du Croissant-Rouge libyen, 618 ressortissants étrangers bloqués à Misrata, dans l'ouest de la Libye.



15.04.11

L'aide se poursuit à Misrata et dans d'autres régions

Le CICR a maintenant consolidé sa présence dans l'ouest de la Libye, où il prévoit de visiter les détenus et d'aider le personnel médical à prendre en charge les blessés de guerre.

06.04.11

Les civils face aux graves dangers des munitions non explosées

En Libye, la contamination par les armes – due aux combats qui ont eu lieu dernièrement et qui se poursuivent dans le pays – représente un risque majeur pour la population civile.





En mémoire

de notre collègue et ami,

ANTOINE GRÉGOIRE SAGNA

décédé le 30 mars 2011.

NIGER

01.04.11

La Croix-Rouge inaugure un centre pour les migrants à Agadez

Le CICR, en collaboration avec la Croix-Rouge nigérienne, a ouvert à Agadez, au nord du Niger, un centre d'accueil et de transit temporaire pour les migrants en provenance de Libye et d'Algérie qui se trouvent dans le plus grand dénuement.

TCHAD

28.01.11

Le CICR facilite le retour chez eux de 369 détenus

Le CICR a assisté à N'Djamena à la libération de 369 personnes détenues par la gendarmerie nationale tchadienne. Dans leur grande majorité, ces personnes avaient été arrêtées à la suite des combats entre forces tchadiennes et différents groupes armés qui s'étaient déroulés à N'Djamena en février 2008 et à Am Dam, dans l'est du pays, en mai 2009.

GUINÉE-BISSAU

25.03.11

Centre orthopédique à nouveau fonctionnel

Le centre national de réhabilitation moteur de Bissau a repris du service après sa réfection par le Ministère Bissau Guinéen de la Santé. Construit dans les années 80, ce centre orthopédique a été une référence pour les pays de la région avant d'être détruit durant la guerre

civile de 1998 et 99. Malgré de nombreux besoins en terme de réhabilitation physique, le pays ne disposait alors plus de structure en mesure d'assister les victimes des différents conflits qui ont affecté la Guinée-Bissau.



Zoom Métiers



Georges Naméane, Ingénieur agronome, Sous-délégation de Ziguinchor

Georges, ingénieur agronome de formation, est entré au CICR en 2004 comme responsable du programme de Sécurité économique auprès de la sous-délégation de Ziguinchor. Il a rejoint l'institution après 7 ans à travailler pour le compte du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en République centrafricaine. Auparavant, Georges a passé plusieurs années au sein de différents services de l'État ainsi que d'ONGs au Sénégal.

Arrivé au CICR, il s'est attelé à l'évaluation des besoins des populations victimes du conflit casamançais dans le Nord de Bignona, plus particulièrement la zone du Fogny. George a contribué à la mise en place de plusieurs activités en faveur de ces populations mais aussi au profit des réfugiés sénégalais au nord de la Guinée-Bissau.

C'est le cas avec l'assistance d'urgence aux déplacés / réfugiés, les jardins maraîchers pour des groupements des femmes, en vue de l'amélioration de leurs revenus, la distribution de moulins décortiqueuses à céréales, pour l'allégement des travaux des femmes, de charrettes à bœufs, pour la facilitation du transport des produits, d'outils agricoles et de semences, la réalisation de formations en maraîchage et en transformation des fruits et légumes.

En 2010 Georges s'est fortement engagé pour la mise en place de 21 projets micro-économiques à Ziguinchor, dont les déplacées victimes de mines ont été les premiers bénéficiaires. Il contribue par ailleurs à la supervision des programmes vétérinaires du CICR dans la région de la Casamance, au Sénégal, ainsi qu'au nord de la Guinée-Bissau.

Lutte contre le VIH/SIDA en milieu de travail

Dans ce cadre, la Délégation régionale de Dakar a mis en place depuis 2005, un programme pour son personnel à Dakar et à Ziguinchor.

Ce programme est basé sur la politique institutionnelle du CICR pour la gestion du VIH/SIDA en milieu de travail, déclinée en 3 principes :

- **Pratique non discriminatoire et confidentielle**
- **Education, sensibilisation et prévention**
- **Accès aux traitements**

2011.0069/001:002: 007



* Faire face et soutenir.

Le VIH est toujours là. CONTINUONS LA LUTTE !